

**Département des Bouches-du-Rhône**

**Commune de PLAN-DE-CUQUES**

---

**REVISION du PLAN DE PREVENTION DES  
RISQUES NATURELS PREVISIBLES (P.P.R)  
INONDATIONS**

*(Article L562-1 du Code de l'Environnement)*

**PREMIERE PARTIE :**

**R A P P O R T**

*Enquête publique du 28 janvier au 28 février 2022*

*Arrêté de Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône du 24 décembre 2021*

Philippe MAGNUS

Commissaire-enquêteur

# **Table des matières**

---

## **PREMIERE PARTIE : RAPPORT**

### **Chapitre 1 : Généralités et déroulement de l'enquête**

- 1.1- Objet de l'enquête
- 1.2- Rappel des textes législatifs
- 1.3- Désignation du Commissaire-Enquêteur
- 1.4- Organisation de l'enquête - arrêté préfectoral
- 1.5- Démarches préliminaires à l'ouverture de l'enquête
- 1.6- Déroulement de l'enquête
- 1.7- Composition du dossier d'enquête

### **Chapitre 2 : Présentation du projet**

- 2.1- Notice de présentation
- 2.2- Dossier PPRI

### **Chapitre 3 : Observations formulées par le public**

- 3.1- Registre d'enquête
- 3.2- Registre dématérialisé
- 3.3- courriers

### **Chapitre 4 : Consultation des Personnes et Organismes Associés**

### **Chapitre 5 : Audition de Monsieur le Maire**

### **Chapitre 6 : Procès-verbal de Synthèse et Mémoire en réponse du Responsable du Projet**

## **DEUXIEME PARTIE : AVIS et CONCLUSIONS MOTIVEES**

# **CHAPITRE 1**

## **Généralités et déroulement de l'enquête**

### **1.1- Objet de l'enquête**

L'enquête publique porte sur le projet de révision du Plan de Prévention des Risques inondation (PPRi) par débordement du Jarret et de ses principaux affluents sur le territoire de La Commune de Plan-de-Cuques.

La révision du PPRi a été initiée en 2017 par la Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Département des Bouches-du-Rhône (DDTM 13).

A l'issue de l'enquête, le projet éventuellement modifié, sera approuvé par arrêté de Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône (article R 562-9 du Code de l'Environnement). Le plan approuvé vaudra alors servitude d'utilité publique et sera annexé au plan local d'urbanisme conformément à l'article L 151-43 du Code de l'Urbanisme (article L 562-4 du Code de l'Environnement).

### **1.2- Rappel des textes législatifs**

L'enquête est régie par Le Code de l'Environnement et notamment :

- Les articles L123-1 à L123-16 et R123-1 à R123-17 relatifs au champ d'application des enquêtes publiques et au déroulement de la procédure administrative de ces enquêtes,
- Les articles L562-1 et suivants et R562-1 à 562-12 relatifs aux plans de prévention des risques naturels prévisibles et en particulier des risques « inondation » et à leur procédure d'élaboration.

### 1.3- Désignation du Commissaire-Enquêteur

Suite à la demande de Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône enregistrée au Greffe le 3 décembre 2021, j'ai été **désigné par Madame la Présidente du Tribunal Administratif de Marseille par décision numéro E21000128/13 du 10 décembre 2021.**

### 1.4- Organisation de l'enquête - arrêté préfectoral

Dans le cadre de la présente enquête, Monsieur de Préfet des Bouches-du-Rhône a pris un arrêté en date du 24 décembre 2021 (soit 35 jours avant l'ouverture de l'enquête) dans lequel :

- Il vise notamment les codes de l'Environnement, des relations entre le public et l'administration, le décret du 1<sup>er</sup> juin 2021 relatif aux règles sanitaires, l'arrêté préfectoral du 25 septembre 2020 prescrivant la révision du PPRI, la décision de l'Autorité Environnementale indiquant que la révision du PPRI de Plan-de-Cuques n'est pas soumise à l'évaluation environnementale, le bilan de la phase de concertation, le bilan de la consultation des Personnes et Organismes Associés, l'avis favorable du Maire de Plan-de-Cuques et du Président de la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône, l'avis réputé tacite favorable du Département des



Bouches-du-Rhône, et de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

- Il rappelle l'objet de l'enquête à savoir le projet de révision du Plan de Prévention des Risques d'inondation par débordement du Jarret et de ses principaux affluents sur le territoire de la Commune de Plan-de-Cuques,
- Il reprend la désignation du Commissaire-Enquêteur,
- Il développe la procédure et le déroulement de l'enquête (mesures générales liées à l'épidémie de covid 19, le dossier d'enquête...),
- Il récapitule les modalités de formulation des propositions et observations du public,
- Il fixe le calendrier et les horaires des cinq permanences où le public pourra s'entretenir directement avec le Commissaire-Enquêteur, à savoir :

- **vendredi 28 janvier 2022 de 8 H 00 à 14 H 00**
- **mercredi 2 février 2022 de 14 H 00 à 17 H 00**
- **mercredi 9 février 2022 de 8 H 00 à 11 H 00**
- **mercredi 16 février 2022 de 14 H 00 à 17 H 00**
- **lundi 28 février 2022 de 14 H 00 à 17 H 00**

- Il récapitule les possibilités offertes au public pour consigner ses propositions et observations (registre papier déposé en mairie, registre dématérialisé sécurisé, courriel, courrier postal)
- Il demande au Commissaire-Enquêteur d'entendre le Maire,
- Il rappelle les règles de publicité de l'enquête,
- Il donne instruction au Commissaire-Enquêteur de clôturer le registre d'enquête et de rencontrer sous huitaine le responsable du projet pour lui communiquer les observations

dans le cadre d'un procès-verbal. Ce dernier disposera d'un délai de quinze jours pour produire ses observations éventuelles. Le rapport et les conclusions motivées du Commissaire-enquêteur devront être transmis dans les trente jours de la clôture de l'enquête à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône et à Madame la Présidente du Tribunal Administratif de Marseille,

- Il informe que le rapport et les conclusions seront à la disposition du public pendant une durée d'un an,
- Il conclut en indiquant que le PPRI, éventuellement modifié, sera approuvé par le Préfet et qu'une fois approuvé, il vaudra servitude d'utilité publique et sera annexé au plan local d'urbanisme.

Le présent document se décompose comme suit :

**Première Partie : Rapport du Commissaire-Enquêteur**

**Deuxième Partie : Avis et Conclusions du Commissaire-Enquêteur**

## **1.5- Démarches du Commissaire-Enquêteur**

### ***Préliminaires à l'ouverture de l'enquête :***

- Le **15 décembre 2021** : réception et tirage du dossier dématérialisé transmis par les services de la Préfecture,
- Premier contact avec le Service Urbanisme de la Mairie de Plan-de-Cuques : fixation des dates des permanences et amplitudes d'ouverture au public,
- Le **5 janvier 2022** : retrait du dossier papier en Préfecture,
- Le **20 janvier 2022** : vérification de l'affichage de l'avis d'enquête en Mairie,

### ***Au cours de l'enquête***

- Le **1<sup>er</sup> février 2022** (9 H 30 – 10 H 30) : réunion de travail avec Messieurs Philippe VARGELLI et Marc RAPA à la Direction Départementale des Territoires et de Mer : historique du dossier, données motivant la mise en révision, traduction dans le zonage et la règlementation, questions/réponses.

### ***Postérieurement à la clôture de l'enquête***

- Le **3 mars 2022** à 9 H 30 : rencontre Messieurs Philippe VARGELLI et Marc RAPA à la Direction Départementale des Territoires et de Mer : remise du procès-verbal de synthèse des observations
- Le **9 mars 2022** : réception du Mémoire en réponse de la DDTM ;
- Le **16 mars 2022** à 16 H 00 : entretien avec Monsieur Laurent SIMON, Maire de Plan-de-Cuques en présence de Monsieur Jeff BECKER, Responsable de l'Urbanisme.



Pendant la durée de l'enquête, les correspondants du Commissaire-Enquêteur ont été :

- Pour la partie administrative, Mesdames Florence FOURNIER-ZAMORANO et Evelyne PERFETTO du Bureau de l'Utilité Publique de la Concertation et de l'Environnement – Mission Environnement et Enquêtes publiques de la Préfecture des Bouches-du-Rhône - en qualité d'Autorité Organisatrice de l'Enquête,
- Pour la partie technique (Service instructeur), Messieurs Philippe VARGELLI, Chef de l'Unité Risques Inondation et Marc RAPA, Chargé d'Etudes du Service Urbanisme / Pôle Risques de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM),
- Au siège de l'enquête : le Service de L'Urbanisme de la Ville de Plan-de-Cuques et son Responsable Monsieur Jeff BECKER.

## 1.6- Déroulement de l'enquête

### 1.6.1- Publicité

Conformément aux articles L123-10 et L123-11 du Code de l'Environnement et application des dispositions de l'article 4 de l'arrêté de Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône en date du 24 décembre 2021, la publicité de cette enquête publique a été effectué par les moyens suivants :

Parution dans la presse régionale :

L'avis d'enquête publique a été **publié QUINZE jours au moins avant l'ouverture de l'enquête** dans les deux journaux suivants :

- **La Provence** le 12 janvier 2022
- **La Marseillaise** le 12 janvier 2022



Et **rappelé dans les HUIT jours de l'enquête** dans les deux mêmes journaux :

- **La Provence** le 31 janvier 2022
- **La Marseillaise** le 31 janvier 2022

**Les formalités relatives aux parutions de l'avis d'enquête dans la presse régionale ont donc été parfaitement respectées. Une copie de chacune des parutions demeurera annexée au présent rapport.**

**Affichage en Mairie :**

L'avis d'enquête destiné à annoncer au public les dates d'ouverture et de clôture de l'enquête publique ainsi que ses modalités d'organisation et notamment les dates et heures de permanence en Mairie du Commissaire-Enquêteur a été affiché à la Mairie de Plan-de-Cuques du 5 janvier 2022 au 28 février 2022. Ainsi en atteste un certificat établi par Monsieur Laurent SIMON, Maire de Plan-de-Cuques établi le 1<sup>er</sup> mars 2022.

**Le certificat d'affichage est annexé au présent rapport.**

L'avis d'enquête et des supports de communication de type « kakémono » ont été installés en exposition dans le hall du bâtiment des services techniques tout au long de l'enquête publique.

**Affichage en Préfecture :**

L'avis d'enquête a été affiché du 10 janvier 2022 au 28 février 2022 aux lieux et places réservées à cet effet en Préfecture. Ainsi en atteste Monsieur Patrick PAYAN, Chef du Bureau de l'Utilité

Publique, de la Concertation et de l'Environnement à la Préfecture, dans un certificat en date du 3 mars 2022.

Publication sur le site internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône :

Avant, pendant et après la période d'enquête publique, l'avis d'enquête était consultable et téléchargeable sur le site internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône comme **vérifié à plusieurs reprises par le Commissaire-Enquêteur.**

#### ***1.6.2- Mise à disposition du public du dossier et du registre d'enquête***

L'ensemble des pièces du dossier d'enquête ainsi que le registre d'enquête ont été à la disposition du public en mairie de Plan-de-Cuques – Service de l'Urbanisme – tous les jours ouvrés et aux heures d'ouverture, et ce toute la durée de l'enquête.

**Je me suis tenu à la disposition du public pendant les heures de permanence aux jours et heures fixés par l'arrêté préfectoral.**

#### ***1.6.3- Permanences du Commissaire-Enquêteur***

Monsieur le Maire de Plan-de-Cuques a mis à ma disposition pour les permanences une salle au 1<sup>er</sup> étage du bâtiment des Services techniques et Urbanisme, rue du Vert Coteau 13380 Plan-de-Cuques. A noter qu'il s'agit d'une salle de réunion suffisamment spacieuse pour y présenter sur table le dossier d'enquête et permettre aux visiteurs d'en prendre connaissance dans les meilleures conditions.

#### **1.6.4- Conditions d'exécution de la mission en période de Covid 19**

Les recommandations destinées aux collectivités et aux commissaires-enquêteurs afin de lutter contre la Covid-19 ont été mise en œuvre en termes de mesures transversales (disposition du local, disposition du mobilier, nettoyage du mobilier...) d'aménagement du local mis à disposition du Commissaire-Enquêteur (signalisation, affichage, mise à disposition de gel hydroalcoolique, sens de circulation) et de tenue des permanences aération, respect du port du masque, utilisation de stylo personnel...).

#### **1.6.5- Ambiance générale**

Au cours de ces cinq permanences, la fréquentation du public a été plutôt faible. Les visiteurs qui ont consulté le dossier et rencontré le Commissaire-Enquêteur ont eu la possibilité de s'exprimer librement en toute confidentialité, de faire part de leurs observations et propositions, de formuler des demandes particulières et de trouver des explications à leurs interrogations.

#### **1.6.6- Clôture de l'enquête**

La clôture de l'enquête est intervenue le lundi **28 février 2022 à 17 H 00**, heure habituelle de fermeture du Service Urbanisme de la Mairie de Plan-de-Cuques.

Conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral (article de l'arrêté), j'ai clos le registre d'enquête et récupéré le registre d'enquête ainsi que le dossier technique.



### **1.7- Composition du dossier d'enquête**

Le dossier d'enquête publique comportant toutes les pièces, établi par les services de la DDTM, était constitué des documents suivants :

- Arrêté préfectoral du 24 décembre 2021,
- Avis d'Enquête Publique,
- Décision de l'autorité environnementale après examen au cas par cas sur la révision du PPRi de l'Huveaune sur le territoire de la Commune de Plan-de-Cuques,
- Bilan de la concertation publique,
- Bilan de la consultation des POA,
- Rapport de présentation,
- Zonage Règlementaire,
- Règlement,
- Dossier de demande de subvention au titre du Fonds de Prévention des Risques Naturels Majeurs (FPRNM),
- Annexes :
  1. Cartographie des enjeux
  2. Cartographie de l'aléa
  3. Cartographie des lignes d'eau



- Etudes de référence

1. Etude hydrologique et hydraulique sur le bassin versant de l'Huveaune (dossier communal 2014)
2. Décret de juillet 2019

**L'ensemble du dossier côté et paraphé par le Commissaire-Enquêteur est resté à la disposition du public pendant toute la période réglementaire de l'enquête dans les locaux du Service de l'Urbanisme et sur table pendant les permanences.**

## **CHAPITRE 2**

### **Présentation du projet**

#### ***Analyse technique du dossier***

Le dossier de révision du Plan de Prévention des Risques naturels prévisible inondation par débordement (PPRi) sur la Commune de Plan de Cuques a été élaboré par les services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône (DDTM 13).

Il est constitué de différents documents.

#### **2.1- La notice de présentation de l'enquête publique**

Elle se présente en trois parties.

##### ***2.1.1- Les objectifs d'un plan de prévention du risque d'inondation***

La notice définit la nature du PPRi (outil règlementaire valant servitude d'utilité publique) ainsi que la notion de risque naturel. Elle développe les raisons (aléa, risque, vulnérabilité) qui ont motivé la décision de l'Etat d'élaborer un PPRi.

Le bassin de l'Huveaune draine 460 km<sup>2</sup>. La vallée de l'Huveaune, longtemps demeurée rurale a vu son environnement évoluer fortement sous l'effet de la croissance urbaine marseillaise. Dans ce contexte, l'Huveaune n'a fait l'objet que de peu d'aménagements hydrauliques et les crues successives qui ont

marqué son histoire à partir de la moitié du XXème siècle témoignent de la forte vulnérabilité de ce territoire complexe et artificialisé.

Dans le prolongement de l'arrêté préfectoral du 12 décembre 2012, la DDTM 13 a missionné le Bureau d'Etudes EGIS Eau afin de réaliser une étude approfondie du comportement hydraulique de l'Huveaune et d'élaborer des cartographies précises des zones inondables pour différents niveaux de crue, en vue notamment de la réalisation des PPRI sur le territoire des communes concernées. Cette élaboration a été de manière prioritaire sur la partie aval du bassin versant la plus urbanisée. La révision du PPRI de Plan de Cuques a été initiée en 2017.

L'objectif du PPRI est de réduire la vulnérabilité des personnes et des biens existant exposés à l'aléa inondation, de maîtriser l'urbanisation dans les zones les plus exposées afin de ne pas y accroître les enjeux, et de préserver les zones d'expansion des crues de toute urbanisation.

Ainsi le PPRI participe à la préservation de la trame verte et bleue ainsi qu'à la conservation et à la préservation des zones naturelles.

La réduction de la vulnérabilité permet de réduire les dommages d'une crue importante voire courante et favorise ainsi la résilience des territoires.

### ***2.1.2- Les principales étapes d'élaboration du PPRI***

Elles sont précisées de manière chronologique :

- Constitution du dossier et consultation de l'Autorité Environnementale : **Décision de non-soumission à évaluation environnementale en date du 10 novembre 2020,**



- Arrêté de prescription : **arrêté du 25 septembre 2020,**
- **Consultations règlementaires** des Personnes et Organismes Associés (POA) à **compter du 16 septembre 2021,**
- Enquête publique du 28 janvier 2022 au 28 février 2022,
- Analyse du rapport d'enquête et intégration d'éventuelles modifications,
- Approbation du PPRI : le PPRI est annexé aux documents d'urbanisme et vaut servitude d'utilité publique.

### ***2.1.3- La méthodologie d'élaboration de la révision du PPRI***

La méthode d'élaboration des PPRI est encadrée par des directives nationales et le processus s'articule en trois étapes :

- Evaluation des aléas : dans le cas du **bassin versant du Jarret,** la **doctrine nationale définit l'aléa de référence comme la crue centennale modélisée** dans les conditions actuelles d'écoulement.
- Détermination des enjeux : l'occupation du sol se caractérise de la manière suivante : un **centre urbain (CU)** avec une continuité bâtie et une mixité des usages, **d'autres zones urbanisées (AZU)** résidentielles, industrielles, commerciales ou mixtes, des **zones peu ou pas urbanisées (ZPPU)** naturelles, agricoles, espaces verts ou sportifs, des **établissements recevant du public (ERP),** des équipements nécessaires aux services publics



- Croisement aléas /enjeux en vue de définir le zonage réglementaire et le règlement qui lui correspond : l'analyse croisée des aléas et des enjeux permet d'établir une stratégie de prévention et un zonage avec une gradation des couleurs en fonction du risque : **zones de constructibilité sous prescriptions** bleu foncé, bleu clair, violette ; **zones d'inconstructibilité** (sauf exceptions) rouge ; zone d'inconstructibilité en dehors des opérations de renouvellement urbain ayant pour effet de diminuer la vulnérabilité orange (simple ou hachuré).

**A noter que dans chaque zone est définie une côte de référence qui est l'altitude maximale atteinte par la ligne d'eau au cours de la crue de référence du PPRI.**

## **2.2- Le dossier PPRI proprement-dit**

Le dossier d'enquête publique comportant toutes les pièces, établi par les services de la DDTM, était constitué des documents suivants :

- *Rapport de présentation*
- *Règlement*
- *Cartographie du Zonage Règlementaire à l'échelle 1/5 000°*
- *Cartographie de l'aléa à l'échelle 1/5 000°*
- *Cartographie des enjeux à l'échelle 1/5 000°*
- *Cartographie des côtes des lignes d'eau à l'échelle 1/5 000°*
- *Annexes : Etude hydrologique et hydraulique sur le bassin de l'Huveaune en date de mars 2014 réalisée par EGES EAU composée d'un rapport de présentation et de quatre cartes :*
  - Hydrologie : Débits de pointe en différents points du réseau hydrographique,

- Résultats de modélisation hydraulique : cartographie des hauteurs d'eau pour la crue de référence,
- Résultats de modélisation hydraulique : cartographie des vitesses d'écoulement pour la crue de référence,
- Résultats de modélisation hydraulique : cartographie de l'aléa de référence.

### ***Commentaire du Commissaire-Enquêteur***

**L'examen du rapport de présentation fait apparaître le plus grand soin apporté par la DDTM 13 dans le caractère exhaustif et pédagogique des documents pour les rendre les plus accessibles au plus grand nombre.**

**La lecture et la compréhension du règlement est facilitée par la mise en œuvre de couleurs selon les zones et la distinction entre les projets autorisés et les projets interdits en traitant de manière spécifique les créations de bâtiments neufs ex nihilo, les interventions sur bâtiments existants, le stationnement des véhicules et les autres projets.**

**Concernant les éléments cartographiques, le fond de carte permettait de repérer relativement facilement le découpage cadastral sans précision de numérotation. De ce fait, tous les visiteurs ont pu positionner sans difficulté leur propriété sur les plans à disposition.**

**En synthèse, l'analyse technique du dossier d'enquête fait apparaître le respect du cadre réglementaire, le caractère pédagogique des documents et l'exhaustivité des études qui sous-tendent l'argumentation.**

## **CHAPITRE 3**

### **Les observations formulées par le public**

Le bilan global de la consultation du public est le suivant :

**6 personnes reçues**

**0 courrier adressé au Commissaire-Enquêteur**

**5 observations écrites portées sur le registre d'enquête ainsi que leurs annexes**

**0 observations sur le Registre Dématérialisé malgré 56 consultations**

#### **3.1- Registre d'enquête publique**

Cinq observations ont été consignées :

**3.1.1-** Le 2 février 2022 de **Monsieur Philippe MUSARELLA**, Président de « l'Association pour la sauvegarde et l'animation du poumon vert de Saint-Mitre (13013 Marseille) » constate que le précédent PPRi prenait en compte comme crue de référence la crue trentennale alors que le projet de PPRi est basé sur la crue



centennale. Il s'agit pour l'association d'un progrès indéniable.

### 3.1.2- Le 16 février 2022 de Mesdames [REDACTED]

[REDACTED], propriétaires dans le cadre familial de la parcelle cadastrale AN 2017 divisée en deux lots (A et B), indiquent qu'elles projettent la réalisation de 3 maisons : 2 sur le lot A et 1 sur le lot B.

Le lot B étant grevé dans le PLUI d'un emplacement réservé en vue de la réalisation d'un bassin de rétention, les Consorts [REDACTED] ont mis en demeure par courrier en date du 12 février 2019 la Commune de Plan-de-Cuques d'acquérir leur parcelle.

Par réponse en date du 26 août 2019, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a indiqué qu'elle ne souhaitait pas donner une suite favorable à cette demande et qu'en conséquence, dans le cadre de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal à approuver, la réservation sera supprimée par le Conseil de la Métropole.

Les trois demandes de permis de construire ont donc été déposées. Celles concernant le lot A ont été acceptées, celle sur le lot B a été refusée le 16 juillet 2021 au motif que le lot B se situe en zone rouge dans le projet de révision du PPRI.

Une seconde demande de permis a été déposée le 19 octobre 2021 prenant en compte les recommandations du Responsable de l'Urbanisme à la Mairie de Plan-de-Cuques (hauteur du vide sanitaire, maison à étage et zone pour évacuation aéroportée). Cette seconde demande a été rejetée le 3 février 2022.



Les Consorts [REDACTED] s'étonnent de ce nouveau refus et demandent une modification de zonage tendant à un classement en zone orange voire bleue.

Ils fondent leur demande de reclassement en « autre zone urbanisée » sur les arguments suivants.

Dans le projet de PPRI la zone est classée en zone pas ou peu urbanisée au regard des enjeux. Or les constructions voisines dont certaines sont récentes n'apparaissent pas sur la carte.

De fait, la parcelle constitue une « dent creuse ». Elle est d'ailleurs classée dans les documents d'urbanisme en zone UP2b.

Pour mener à bien leur projet tout en limitant davantage le risque, ils se déclarent prêts à accepter des contraintes particulières.

**3.1.3-** Le 16 février 2022 de **Monsieur Robert GUERRA**, Président de l'Association de Défense des Riverains Intercommunaux du Jarret qui demande la mise en place de capteurs de crues sur le Jarret au niveau du Canal de Marseille en amont et en aval.

**3.1.4- Monsieur [REDACTED]** pour une simple consultation du dossier.

**3.1.5-** [REDACTED] propriétaire de la maison sise avenue du Terme et cadastrée Section AR numéro 146 s'interroge sur le classement de sa propriété dans le PLU en emplacement réservé en vue de la réalisation d'un bassin de rétention.

Dans l'affirmative, elle souhaite savoir si Aix-Marseille-Métropole serait disposée à se porter acquéreur de sa propriété et à quel prix.

## CHAPITRE 4

### La consultation des Personnes et Organismes Associés (POA)

La consultation des Personnes et Organismes Associés a été lancée le 16 septembre 2021 pour une période de deux mois.

Deux retours ont été enregistrés :

- Par courrier en date du 20 septembre 2021, Monsieur le Maire de Plan-de-Cuques a informé la DDTM que la commune n'avait pas d'observations à formuler et émettait un avis favorable.

- Par courrier en date du 26 octobre 2021, Monsieur le Président de la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône constate, après analyse des éléments transmis et à la superposition des zonages réglementaires et des secteurs d'activité agricole, que le PPRI n'impacte pas les zonages classés agricoles sur le périmètre de la commune. Pour les activités agricoles susceptibles de s'exercer en dehors des zones agricoles néanmoins susceptibles d'être impactées par le PPRI, le contenu du règlement comme la cartographie, n'appellent pas de commentaires particuliers.

**A noter qu'à défaut de réponse dans les délais, les avis des POA ne s'étant pas exprimés sont réputés favorables.**

## CHAPITRE 5

### Audition de Monsieur le Maire de Plan-de-Cuques

L'arrêté de Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône en date du 24 décembre 2021 prescrit en son article 3.3 dernier alinéa : « Le Maire de la commune sur le territoire de laquelle le plan doit s'appliquer est entendu par le Commissaire-Enquêteur une fois consigné ou annexé au registre d'enquête l'avis du Conseil Municipal ».

L'audition de Monsieur Laurent SIMON, Maire de la Commune de Plan-de-Cuques a été programmée le 16 mars 2022 à 16 H 30 dans le Bureau de Monsieur le Maire.

Il m'a reçu en présence de Monsieur Jeff BECKER, Responsable de l'Urbanisme.

Après un point sur le déroulement de l'enquête et les observations recueillies, Monsieur le Maire a confirmé les termes de son courrier en date du 20 septembre 2021 faisant état de son absence d'observations particulières et de son avis favorable sur les objectifs poursuivis et les actions mis en œuvre.

Il revient cependant sur la situation des Consorts [REDACTED]

[REDACTED] qui voient leur projet familial bloqué malgré les différents échanges entre la Commune et la DDTM. Il renouvelle sa demande aux fins qu'une solution la plus adaptée soit trouvée afin que l'ensemble des trois constructions projetées dont deux ont déjà été autorisées puissent se réaliser sur la parcelle cadastrée AN 217.

**Cette demande sera reprise dans les recommandations.**

Dans la négative, souhaite savoir si elle est éligible au dispositif de subvention au titre du fonds de prévention des risques naturels majeurs et à quel taux.

### 3.2- Registre dématérialisé

Aucune observation n'a été déposée sur le registre dématérialisé ...

#### Clôture du registre dématérialisé

Bonjour,

Nous tenons à vous informer de la clôture du registre dématérialisé n° 682 : ppri-plan-de-cuques le 28/02/2022 17:00:00.

0 observation a été déposée sur le registre.

Désormais, pour accéder aux observations et pièces jointes associées, merci de vous connecter directement dans votre espace privé (<https://www.registredemat.fr/compte>)

... malgré les 56 consultations comptabilisées.

#### Résumé des statistiques

Visiteurs uniques : **56**

Nombre de téléchargements de chaque document du dossier de l'enquête : **25**

Visionnages : **37**



## **CHAPITRE 6**

### **Procès-verbal de synthèse du** **Commissaire Enquêteur et mémoire en** **réponse de la DDTM 13**

#### **6.1- Rappel de la réglementation (article R 123-18 du Code de l'Environnement)**

La loi impose au Commissaire-Enquêteur de rencontrer le Responsable de Projet dans la huitaine après la clôture de l'enquête pour lui communiquer les observations écrites et orales du public consignées dans un procès-verbal de synthèse qu'il lui remet. Le Responsable de Projet dispose à son tour d'un délai de 15 jours pour y répondre et produire ses observations éventuelles. Ces dispositions sont rappelées dans l'arrêté préfectoral dans son article 5.

Cette procédure a été respectée dans le déroulement de la présente enquête. Ainsi les principales observations ont été regroupées par thème et consignées en pré-rapport dans ce PV de synthèse ci-dessous.

L'enquête a été close le 28 février 2022.

La rencontre du Commissaire Enquêteur avec les Responsables de Projet Messieurs Philippe VARGELLI, Chef de l'Unité Risques Inondation et Marc RAPA, Chargé d'Etudes du Service Urbanisme / Pôle Risques de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM 13) a eu lieu au siège de la DDTM 13 à Marseille le jeudi 3 mars 2022 à 9 H 30, soit trois jours ouverts après la clôture.



Messieurs Philippe VARGELLI et Marc RAPA ont produit un mémoire en réponse par mail sous forme de tableau le 9 mars 2022.

**6.2- Procès-verbal de Synthèse du Commissaire Enquêteur  
daté du 3 mars 2022**

**PROCES-VERBAL DE SYNTHESE  
DES OBSERVATIONS ECRITES ET ORALES**

**signifié au Responsable de Projet**

**le jeudi 3 mars 2022**

dans le cadre de l'enquête publique portant sur :

**le projet de révision du Plan de Prévention des Risques d'Inondation  
(PPRi) par débordement du Jarret et de ses principaux affluents sur le  
territoire de La Commune de Plan-de-Cuques.**

(ouverte le 28 janvier 2022 et close le 28 février 2022)

*Réf : Arrêté de Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône du 24 décembre 2021*

NOUS, Philippe MAGNUS, Commissaire-Enquêteur désigné par Madame la Présidente du Tribunal Administratif de Marseille pour conduire l'enquête publique portant sur le projet de révision du Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRi) par débordement du fleuve Jarret et de ses affluents sur le territoire de la commune de Plan-de-Cuques,

PROCEDONS ce jour, jeudi 3 mars 2022 à 9 heures 30,

A la rencontre avec les responsables du projet, Messieurs Philippe VARGELLI, Chef de l'Unité Risques Inondation et Marc RAPA, Chargé d'Etudes du Service Urbanisme / Pôle Risques de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM 13).

*Dossier n°E21000128 / 13 – P.P.R.I de Plan-de Cuques / Rapport du mars 2022*

Cette rencontre se déroule en application des dispositions de l'article 5 de l'arrêté préfectoral précisant la procédure à suivre à la clôture de l'enquête.

La rencontre a lieu au siège de la DDTM13 avec Messieurs Philippe VARGELLI et Marc RAPA avec lesquels rendez-vous avait été pris, pour y recevoir le **procès-verbal de synthèse** des observations écrites et orales recueillies par le Commissaire-Enquêteur pendant les 32 jours de l'enquête publique, laquelle s'est terminée le 28 février 2022 à 17 heures.

Il est rappelé à Messieurs VARGELLI et RAPA qu'après remise de ce PV, incluant toutes ces observations, ils disposeront d'un **délai de quinze jours pour éventuellement y répondre sous forme de mémoire**.

---

En préambule il est indiqué que l'enquête n'a pas particulièrement mobilisé le public concerné par un plan majeur de prévention des risques inondation.

La faible fréquentation du public se conjugue à l'absence d'observation déposée pendant la durée de l'enquête sur le registre dématérialisé.

Au niveau de la consultation des Personnes ou Organismes Associés (POA), les seules qui se sont exprimées, Monsieur la Maire de Plan-de-Cuques et Monsieur le Président de la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône n'ont pas soulevé des remarques de fond quant au contenu du projet de révision du PPRI.

<p style="text-align: center;"><b>OBSERVATIONS RECUEILLIES</b></p> <p style="text-align: center;"><b>PAR LE COMMISSAIRE-ENQUÊTEUR</b></p>
---

Pendant la durée de l'enquête publique unique qui s'est étalée sur 32 jours, le public a pu prendre connaissance du dossier en Mairie de Plan-de-Cuques au 1er étage du bâtiment des Services Techniques et Urbanisme, rue du Vert Coteau et rencontrer le Commissaire-Enquêteur au cours des 5 permanences.

La Commissaire Enquêteur a accueilli 5 visiteurs, s'est vu remettre 1 courrier et ses annexes, le public a porté 5 observations sur le registre ouvert

à cet effet. Aucune observation n'a été enregistrée sur le Registre Dématérialisé.

Le présent procès-verbal est présenté au Responsable de projet sous forme de synthèse générale organisée par thème.

Il lui reviendra en retour d'éclairer le Commissaire-Enquêteur sur les points précis évoqués et de répondre pour la poursuite de son rapport.

### **1- Simple demande de renseignement**

Monsieur [REDACTED] s'est présenté lors de la permanence du 16 février 2022 pour prendre connaissance du dossier et de la situation de sa maison dans le cadre du PPRi.

Le dossier n'a pas appelé de remarque particulière de sa part.

### **2- Evolution de la nature de la crue de référence**

Dans son observation consignée le 2 février 2022, Monsieur Philippe MUSARELLA, Président de l'Association « pour la sauvegarde et l'animation du poumon vert de Saint-Mitre (13013 Marseille) » constate que le précédent PPRi prenait en compte comme crue de référence la crue trentennale.

Il se félicite que le projet de révision du PPRi prévoit de s'appuyer désormais sur la crue centennale.

Il souhaite que la collectivité communique de manière pédagogique sur cette évolution positive du PPRi.

### **3- Demandes d'équipements collectifs de prévention**

Monsieur Robert GUERRA, Président de l'Association de Défense des Riverains Intercommunaux du Jarret demande la mise en place de capteurs de crues sur le Jarret en amont et en aval du Canal de Marseille afin de capter la présence anormale d'eau et de donner l'alerte.

Cette proposition serait de nature à améliorer la prévention et à réduire les dommages.



**4- Demande de précisions sur la situation d'un bien et sur l'éligibilité au dispositif du fonds de prévention des risques naturels majeurs (FPRNM)**

Dans son observation consignée le 28 février 2022, [REDACTED] propriétaire de la maison sise avenue du Terme et cadastrée Section AR numéro 146 s'interroge sur le classement de sa propriété dans le PLUI en emplacement réservé en vue de la réalisation d'un bassin de rétention.

Dans l'affirmative, elle souhaite savoir si Aix-Marseille-Métropole serait disposée à se porter acquéreur de sa propriété et à quel prix.

Dans la négative, souhaite savoir si elle est éligible au dispositif de subvention au titre du fonds de prévention des risques naturels majeurs et à quel taux.

**5- Demande de modification du zonage**

Mesdames [REDACTED] se sont présentées le 16 février 2022.

Propriétaires dans le cadre familial de la parcelle cadastrale AN 2017 divisée en deux lots (A et B), elles projettent la réalisation de 3 maisons : 2 sur le lot A et 1 sur le lot B.

Le lot B étant grevé dans le PLUI d'un emplacement réservé en vue de la réalisation d'un bassin de rétention, les Consorts [REDACTED] ont mis en demeure par courrier en date du 12 février 2019 la Commune de Plan-de-Cuques d'acquiescer leur parcelle.

Par réponse en date du 26 août 2019, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a indiqué qu'elle ne souhaitait pas donner une suite favorable à cette demande et qu'en conséquence, dans le cadre de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal à approuver, la réservation sera supprimée par le Conseil de la Métropole.

Les trois demandes de permis de construire ont donc été déposées. Celles concernant le lot A ont été acceptées, celle sur le lot B a été refusée le 16 juillet 2021 au motif que le lot B se situe en zone rouge dans le projet de révision du PPRi.

Une seconde demande de permis a été déposée le 19 octobre 2021 prenant en compte les recommandations du Responsable de l'Urbanisme à la Mairie de Plan-

de-Cuques (hauteur du vide sanitaire, maison à étage et zone pour évacuation aéroportée).

Cette seconde demande a été rejetée le 3 février 2022.

Les Consorts [REDACTED] s'étonne de ce nouveau refus et demandent une modification de zonage tendant à un classement en zone orange voire bleue.

Ils fondent leur demande de reclassement en « autre zone urbanisée » sur les arguments suivants :

- Dans le projet de PPRi la zone est classée en zone pas ou peu urbanisée au regard des enjeux. Or les constructions voisines dont certaines sont récentes n'apparaissent pas sur la carte.
- De fait, la parcelle constitue une « dent creuse ». Elle est d'ailleurs classée dans les documents d'urbanisme en zone UP2b.

Pour mener à bien leur projet tout en limitant davantage le risque, ils se déclarent prêts à accepter des contraintes particulières.

**D'autres points plus individuels ou de détail recueillis au cours de l'enquête ne nécessitant pas de figurer dans une synthèse générale pourront être développés et traités dans le rapport d'ensemble.**

Monsieur Philippe VARGELLI, après avoir pris connaissance de ces observations, signe avec nous le présent Procès-Verbal en 4 exemplaires (dont 1 pour le Responsable de Projet).

---

*Philippe VARGELLI*

*Chef de l'Unité Risques Inondation*

*DDTM13*

*Philippe MAGNUS*

*Commissaire-Enquêteur*

**(Originaux signés)**

### **6.3- Mémoire en réponse du responsable du projet daté du 9 mars 2021**



# BILAN DE L'ENQUETE PUBLIQUE

AVIS EXPRIMES DANS LE CADRE DE L'ENQUETE PUBLIQUE				
NOM	Contribution	Communication	Parcelle	RÉSERVES EXPRIMÉES
	1	Registre papier	AR 146	<p>1) s'interroge sur le classement de sa propriété dans le PLU en emplacement réservé en vue de la réalisation d'un bassin de rétention.</p> <p>-2) Dans l'affirmative, elle souhaite savoir si Aix-Marseille-Métropole serait disposée à se porter acquéreur de sa propriété et à quel prix.</p> <p>-3) Dans la négative, souhaite savoir si elle est éligible au dispositif de subvention au titre du fonds de prévention des risques naturels majeurs et à quel taux.</p>
	1	Registre papier	AN 2017 Divisé en deux lots A et B	<p>les questions 1 et 2 ne concernent pas le PPRI</p> <p>est éligible aux subventions du fond de prévention des risques majeurs si elle est propriétaire d'un logement ou d'une activité de moins de 20 salariés et que son bien est concerné par des travaux prescrits par le PPRI. Dans ce cadre, elle pourra se mettre en conformité avec les prescriptions du PPRI et être subventionnée à hauteur de 80 % du montant des travaux subventionnables dont la limite est fixée à 10% de la valeur vénale du bien.</p> <p>Il est important de préciser de préciser que le PPRI n'est pas un document de planification comme l'est le PLU. La détermination des enjeux correspond à la réalité physique du territoire au moment de l'élaboration du PPRI. Toutes les zones U du PLU ne peuvent être classées en CU ou AZU.</p> <p>La détermination des enjeux a fait l'objet d'une procédure homogène sur l'ensemble du bassin versant de l'Huveaune. Cette procédure est expliquée dans le rapport de présentation du PPRI communal. Dans l'état, ces parcelles, non urbanisées, participent au maintien de zone d'expansion de la crue et ne peuvent donc pas être classées en « Autre Zone Urbanisée » au titre de la carte des enjeux ni même considérées comme une dent creuse.</p> <p>De plus, la zone du terrain objet du refus est exposée à un aléa fort dans lequel toute nouvelles construction sont interdites qu'elle soit classée en « Zone Peu ou Pas Urbanisée » ou en « Autre Zone Urbanisée » telle que le demande le requérant. Outre le fait que le classement en « Autre Zone Urbanisée » n'est pas justifié, il n'aurait aucune influence sur le caractère inconstructible du terrain.</p>

P. VARGELLE





---

Fait et clos à Marseille, le 28 mars 2022

Philippe MAGNUS

Commissaire-Enquêteur



